

A+A RESEARCH
Société par Actions Simplifiée au capital de 5.550.000 Euros
Siège social : 30 Bis Rue Sainte-Hélène
69002 LYON

791 074 669 R.C.S. LYON

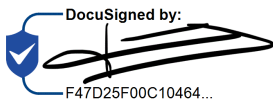
STATUTS

*** Augmentation du capital social : 18 Juillet et 10 Novembre 2016

*** Modification des dates d'ouverture et de clôture de l'exercice social : 23 Décembre 2020

*** Création des ADP X et augmentation du capital social : 23 Juillet 2025

Copie certifiée conforme à l'original

DocuSigned by:

F47D25F00C10464...

Dentressangle
Représentée par Monsieur Jean-Louis Savoye
Président

Le présent acte a été signé électroniquement conformément aux dispositions de l'article 1366 du Code civil, par le biais du service www.docusign.com.

TITRE I
FORME - DENOMINATION - OBJET - SIEGE - DUREE

ARTICLE 1- FORME

Il existe entre le(s) propriétaire(s) des Actions (tel que ce terme est défini ci-après) ci-après et de toutes celles qui seraient créées ultérieurement une société par actions simplifiée de droit français, régie par les lois et règlements en vigueur, notamment par les articles L. 227-1 et suivants du Code de commerce et par les présents statuts.

La société fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

La société ne peut, sous sa forme de société par actions simplifiée, procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses Actions.

ARTICLE 2- DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la société est : « **A+A Research** ».

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que le lieu et le numéro d'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 3- OBJET SOCIAL

La société a pour objet en France et à l'étranger :

L'acquisition, la gestion et la cession de toutes valeurs mobilières ; la prise de participation ou d'intérêts dans toutes sociétés et entreprises commerciales, industrielles, artisanales, agricoles, financières, mobilières ou immobilières et leur gestion ;

L'animation et la coordination de toute société notamment par l'exécution de tous mandats de gestion, direction, contrôle et de toutes prestations de services commerciaux, administratifs, informatiques ou autres ;

La réalisation d'études de marchés, de toutes opérations de formation et de relations publiques, le recrutement et la formation du personnel ; le conseil de gestion et financier ;

La prise, le dépôt, l'exploitation de brevets et marques ; les apports en technologie, le développement du savoir-faire technique ;

La création et l'acquisition de toutes branches d'activité, de tous fonds de commerce ou établissements de même nature ou de nature similaire, leur exploitation ou leur vente ; la prise en location-gérance de tous établissements de même nature ou de nature similaire, la mise en location-gérance du ou des fonds appartenant à la société ;

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement, en totalité ou en partie, à l'objet de la société ou à tous autres objets similaires ou connexes.

En outre, la société pourra agir pour son compte et pour le compte de tiers, soit seule, soit en participation ou société avec toutes autres sociétés ou personnes et réaliser ainsi, sous quelque forme que ce soit, les opérations entrant dans son objet.

Elle pourra réaliser toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à son objet social ou susceptibles d'en favoriser le développement, le tout tant pour elle-même que pour le compte de tiers, ou en participation sous quelque forme que ce soit.

ARTICLE 4- SIEGE SOCIAL

Le siège de la société est fixé : 30 bis rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon.

Il peut être transféré en tout endroit du département ou d'un département limitrophe par une simple décision du Président, qui dispose, dans ce cadre, de tout pouvoir pour apporter aux statuts toutes modifications corrélatives et effectuer les formalités légales de publicité.

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5- DUREE

- 5.1.** La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution ou de prorogation anticipée.
- 5.2.** Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le Président devra provoquer une décision des associés qui sera prise dans les conditions prévues par la loi et par les présents statuts, à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

A défaut, tout associé, après avoir vainement mis en demeure la société, pourra demander au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la décision ci-dessus prévue.

TITRE II **APPORTS - CAPITAL - ACTIONS**

ARTICLE 6- APPORTS - CAPITAL SOCIAL

6.1 Apports

- I.** Lors de la constitution de la société, par acte sous seings privés en date à Lyon du 07 février 2013, il a été fait apport à la société d'une somme en numéraire de mille euros, ci 1.000,00 euros
correspondant à mille (1.000) actions d'un (1,00) euro de nominal chacune, souscrites en totalité, et intégralement libérées.
- II.** Suivant décisions de l'Associée Unique en date du 26 février 2013, le capital social a été augmenté d'une somme d'un million huit cent soixante-douze mille cinq cents (1.872.500,00) euros, ci 1.872.500,00 euros
par la création et l'émission au pair d'un million huit cent soixante-douze mille cinq cents (1.872.500) Actions Ordinaires (tel que ce terme est défini ci-après) nouvelles d'un (1,00) euro de valeur nominale chacune, libérées intégralement par apport en nature.

- | | |
|---|--------------------------------|
| <p>III. Suivant décisions de l'Associée Unique en date du 26 février 2013, le capital social a été augmenté d'une somme de trois millions quatre cent soixante-seize mille cinq cents (3.476.500,00) euros, ci</p> <p>par la création et l'émission au pair de trois millions quatre cent soixante-seize mille cinq cents (3.476.500) Actions Ordinaires nouvelles d'un (1,00) euro de valeur nominale chacune, libérées intégralement par des versements en espèces.</p> | <p>3.476.500,00 euros</p> |
| <p>IV. Suivant délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 Juillet 2016 et décision du Président du 10 Novembre 2016, le capital social a été augmenté d'une somme de cent cinquante mille euros, ci</p> <p>par la création et l'émission au pair de cent cinquante mille (150.000) Actions Ordinaires nouvelles d'un (1,00) euros chacune, libérées Intégralement par compensation avec des créances sur la Société.</p> | <p>150.000,00 euros,</p> |
| <p>V. Par décisions du Président en date du 23 juillet 2025, suivant les délégations qui lui ont été consenties par les décisions des associés de la Société prises par acte sous seing privé en date du 23 juillet 2025, le capital social de la Société a été augmenté par voie d'augmentation de capital social en numéraire avec suppression du droit préférentiel de souscription par émission de cinquante mille (50.000) ADP X (tel que ce terme est défini ci-après) d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement souscrite et libérée en numéraire.</p> | <p>50.000,00 euros</p> |
| <p>Total :</p> | <p>5.550.000 euros.</p> |

6.2 Capital social

Le capital social est fixé à la somme de cinq millions cinq cent cinquante mille (5.550.000) euros.

Il est divisé en cinq millions cinq cent cinquante mille (5.550.000) actions d'un (1) euro de valeur nominale chacune, réparties comme suit :

- (i) cinq millions cinq cent mille (5.500.000) actions ordinaires (les « **Actions Ordinaires** ») d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, intégralement libérées ; et
- (ii) cinquante mille (50.000) actions de préférence de catégorie X (les « **ADP X** »), d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, intégralement libérées.

Les Actions Ordinaires et les ADP X seront ci-après collectivement désignées les « **Actions** » et individuellement une « **Action** ».

ARTICLE 7- MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Sauf disposition contraire prévue par la loi, le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi, par décision extraordinaire de la collectivité des associés.

7.1 Augmentation du capital social

- a) Le capital social peut être augmenté, soit par l'émission d'Actions Ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des Actions existantes, soit par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital. L'émission d'Actions nouvelles peut résulter notamment :
- d'apports en nature ou en numéraire, ces derniers pouvant être libérés par un versement d'espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société,
 - de l'utilisation de ressources propres à la société sous forme d'incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes d'émission,
 - de la combinaison d'apports en numéraire et d'incorporations de réserves, bénéfices ou primes d'émission,
 - de la conversion d'obligations en Actions ou de toutes autres valeurs mobilières donnant droit à des Actions ; dans ce cas, l'augmentation de capital qui en résulte est constatée par le Président conformément aux dispositions de l'article L.225-149 du Code de commerce.

La collectivité des associés délibérant sur le rapport du Président et dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires, est seule compétente pour décider une augmentation du capital social immédiate ou à terme. Elle peut déléguer cette compétence au Président dans les conditions fixées par l'article L. 225-129-2 du Code de commerce.

En outre, lorsque la collectivité des associés décide l'augmentation de capital, elle peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires pour fixer les modalités de l'émission des titres et/ou à l'effet de la réaliser.

- b) Les associés ont proportionnellement au nombre de leurs Actions, un droit préférentiel à la souscription des Actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

Chaque associé peut renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

En outre, la collectivité des associés statuant aux conditions des décisions extraordinaires qui décide de l'augmentation de capital peut décider, dans les conditions légales, de supprimer ce droit préférentiel de souscription.

Si la collectivité des associés ou, en cas de délégation, le Président, le décide expressément, les titres de capital non souscrits à titre irréductible sont attribués aux associés qui auront souscrits un nombre de titres supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre préférentiel, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes.

Si l'augmentation de capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit à l'attribution d'Actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

7.2 Réduction du capital social

La collectivité des associés peut aussi décider ou autoriser, sur le rapport du Président et dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires, la réduction du capital social. La collectivité des associés peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de la réaliser.

En aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

7.3 Amortissement du capital social

La collectivité des associés peut aussi décider, sur le rapport du Président et dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires, d'amortir tout ou partie du capital et substituer aux Actions de capital des Actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

ARTICLE 8- LIBERATION DES ACTIONS

Les Actions souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées au minimum de la moitié de leur valeur nominale au moment de la constitution de la société, et d'un quart au moins lors de souscriptions ultérieures et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois, sur simple appel du Président, dans un délai de cinq (5) ans à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq (5) ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze (15) jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des Actions, entraîne de plein droit un intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 9- FORME DES ACTIONS

Les Actions émises par la société ont obligatoirement la forme nominative. La propriété des Actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et selon les modalités fixées par la loi et les règlements en vigueur. Elles sont inscrites en comptes individuels.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui est délivrée par la société.

ARTICLE 10- TRANSMISSION DES ACTIONS

10.1 Les Actions ne sont négociables qu'après immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation de capital, les Actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

Les Actions demeurent négociables après la dissolution de la société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

10.2 La propriété des Actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la société tient à cet effet au siège social.

La transmission des Actions s'opère valablement à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société et signé du cédant ou de son mandataire, et du cessionnaire si les Actions ne sont pas entièrement libérées. L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les huit (8) jours qui suivent celle-ci.

10.3 Toute opération ayant pour objet ou pour effet (i) le transfert de la propriété ou (ii) le transfert ou la constitution d'un démembrement de la propriété ou (iii) le transfert ou la constitution d'un droit réel accessoire quelconque, portant sur (a) des Actions de la société ou (b) des valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la société, ou (c) des droits d'attribution ou de souscription d'Actions ou de telles valeurs mobilières, s'effectue librement. Toutefois, à peine de nullité, tout projet de réaliser une opération telle que visée ci-avant doit être notifié, avec indication détaillée des conditions et modalités du projet et de l'identité du bénéficiaire (et le cas échéant de ses actionnaires ou associés si celui-ci est une personne morale) par lettre recommandée avec avis de réception (ou lettre remise en mains propres contre décharge), à chacun des associés propriétaire d'actions représentant plus de 5% du capital de la société et au Président de la société au moins trente (30) jours avant la réalisation de la cession, et ce à l'effet de permettre le respect d'éventuels accords extra statutaires entre associés. Il est toutefois précisé que les destinataires de cette notification pourront renoncer au bénéfice tant du mode de notification qu'au délai ci-dessus précisés.

ARTICLE 11- INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les Actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont représentés auprès de la société par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné en justice à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un (1) mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

Sauf convention contraire notifiée à la société, si une action est grevée d'usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier, sauf pour les décisions entraînant une modification des statuts pour lesquelles le droit de vote appartient au nu-propriétaire. Dans tous les cas, le nu-propriétaire a le droit de participer aux décisions collectives.

ARTICLE 12- DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

12.1. Droits attachés aux ADP X

Les ADP X donnent chacune droit à un (1) droit de vote dans les décisions collectives des associés.

L'ensemble des termes et conditions relatifs aux ADP X sont détaillés en Annexe 1 des présents statuts.

12.2. Droits attachés aux Actions Ordinaires

Chaque Action Ordinaire donne droit à un (1) droit de vote dans les décisions collectives des associés.

Toute Action Ordinaire donne droit à une part proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices, les réserves et sur l'actif social, sous réserve des droits particuliers relatifs aux ADP X.

12.3. Dispositions communes à toutes les Actions

Chaque Action donne outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales, le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

La propriété d'une Action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs Actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'Actions ou droits nécessaires.

TITRE III

ADMINISTRATION ET REPRESENTATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 13- DIRECTION ET ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

13.1 Le Président

La société est représentée, gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale, de nationalité française ou étrangère, associée ou non de la Société.

1°) Désignation

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par décision du Comité de Suivi tel que défini à l'article 13.3 des statuts.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

2°) Durée des fonctions

Le Président est désigné pour une durée déterminée ou non, par décision du Comité de Suivi tel que défini ci-après à l'article 13 des statuts. Il est rééligible. Dans le cas d'une nomination pour une durée limitée, le mandat expire à l'issue de la réunion de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat. Si le Président de la société est également membre du Comité de Suivi, il ne peut être nommé pour une durée supérieure à celle de son mandat de membre dudit

Comité. Il peut être renouvelé dans ses fonctions à l'expiration de son mandat pour une nouvelle période limitée ou non, sans limitation du nombre de ses mandats.

Nul ne peut être nommé Président s'il est âgé de plus de soixante-quinze (75) ans. Si le Président en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Président peut démissionner de son mandat à la condition de notifier sa décision à la collectivité des associés, par lettre recommandée (ou lettre remise en mains propres) adressée à chacun des associés.

Le Comité de Suivi peut mettre fin à tout moment au mandat du Président. La décision de révocation n'a pas à être motivée.

3°) Pouvoirs

Le Président assume, sous sa responsabilité, la direction, la gestion et l'administration de la société et la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, sous réserve des pouvoirs que la loi ou les statuts attribue expressément à la collectivité des associés ou au Comité de Suivi, et dans la limite de l'objet social.

Le Président engage la société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts sociaux suffise à constituer cette preuve.

Les statuts sociaux et la collectivité des associés peuvent limiter les pouvoirs du Président, mais cette limitation est inopposable aux tiers de bonne foi.

Le Président est la personne habilitée pour exprimer le vote de la société aux décisions sociales d'une filiale ; il peut déléguer ce pouvoir pour une décision donnée à un Directeur Général.

Aux termes des présents statuts, il est convenu qu'à titre de limitation d'ordre interne non opposable aux tiers de bonne foi, le Président et son ou ses mandataires et délégataires (ainsi que le ou les Directeurs Généraux) ne pourront, sans une autorisation formelle et préalable du Comité de Suivi tel que défini à l'article 13.3 ci-après des statuts (et statuant aux conditions de majorité dudit article), effectuer (au niveau de la Société ou d'une de ses Filiales) les actes suivants :

- (i) Cession de ou prise de participation dans tout type de société, création de filiale, acquisition, cession, prise ou mise en location gérance de fonds de commerce ou d'élément significatif d'actifs, fusion ou apport partiel d'actif ;
- (ii) Opération sur le capital immédiat ou différé d'une Filiale conduisant pour la Filiale —ne serait-ce que potentiellement— à une diminution directe ou indirecte du pourcentage de participation de la Société dans la Filiale concernée ;
- (iii) Modification significative des activités actuelles de la Société ou de l'une de ses Filiales (étant précisé que le développement des activités actuelles de la Société ne constitue pas une modification significative) ; modification des statuts de la Société ou d'une Filiale ;
- (iv) Investissements ou désinvestissements hors budget d'un montant unitaire supérieur à cinquante mille (50.000,00) euros HT ;

- (v)** Fixation ou modification de la rémunération du Président ou du Directeur Général, et plus généralement de toute rémunération, versée par la Société et/ou ses Filiales (sous toutes ses formes et quelle que soit sa qualification, et notamment par l'intermédiaire de contrats de prestation de services conclus avec des sociétés contrôlées par lui ou les membres de sa famille, en ce compris tout avantage en nature) au Président ou au Directeur Général ;
- (vi)** Conclusion d'une convention réglementée au sens du Code de Commerce ;
- (vii)** Examen et approbation du budget annuel ;
- (viii)** Embauche ou licenciement de tout cadre supérieur (i.e.: rémunération annuelle chargée comprenant les charges patronales, variable compris, excédant quatre-vingt-dix mille (90.000,00) euros) ;
- (ix)** Nouvel endettement moyen ou long terme excédant 80.000 euros par exercice, remboursement anticipé ou partiel d'une dette moyen ou long terme ;
- (x)** Décision nécessitant l'accord préalable des Banques Senior ou susceptible de provoquer une exigibilité anticipée de la Dette Senior ;
- (xi)** Autorisation en vue de la conversion de tout ou partie des obligations convertibles émises par la société.

La décision arrêtée par le Comité de Suivi s'impose au Président et au(x) Directeur(s) Général(aux).

En cas de projet d'opération relevant du présent article, le Président et/ou le Directeur Général de la Société informera sans délai les membres du Comité de Suivi ou réciproquement. Une réunion physique du Comité de Suivi sera programmée. Alternativement, le Président, le Directeur Général et le Président du Comité de Suivi pourront opter pour une délibération par conférence téléphonique ou par échange(s) de mail(s), étant précisé que dans ces deux cas, le Président du Comité de Suivi représentera valablement l'autre membre désigné par l'associé disposant du plus grand nombre de droits de vote attachés aux Actions pour l'expression de sa décision. En tout état de cause, les membres du Comité de Suivi feront en sorte que leur délibération intervienne dans des délais compatibles avec ceux de l'opération projetée.

En outre, qu'elles interviennent au niveau de la société ou de ses filiales au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce, le Président devra impérativement soumettre, pour information préalable et pour avis consultatif de chaque membre du Comité de Suivi, les opérations suivantes :

- Conclusion de tout contrat commercial exceptionnel, ne relevant pas de la marche courante des affaires, ou engageant la Société hors cours normal des affaires pour une durée supérieure à un an, ou encore ayant une portée financière supérieure à un million (1.000.000,00) d'euros ;
- Modification des méthodes ou pratiques comptables de la Société et/ou de l'une des Filiales, sauf si cette modification est due à un changement législatif ou réglementaire.

Le Président ou le(s) Directeur(s) Général(aux) pourra également choisir de soumettre toute autre opération au Comité de Suivi pour avis consultatif de chacun de ses membres.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

4°) Rémunération

Le Président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachée à ses fonctions, dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par une décision unanime du Comité de Suivi.

Cette rémunération peut être fixe ou proportionnelle ou, à la fois, fixe et proportionnelle.

En outre, le Président a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement engagés pour le compte de la société, sur présentation de justificatifs.

Le Président peut être lié à la société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif et que l'intéressé se trouve dans un état de subordination vis-à-vis de la société.

5°) Décès, démission, vacance

En cas de décès, de démission ou d'empêchement du Président d'exercer ses fonctions pour une durée supérieure à deux (2) mois, il est pourvu à son remplacement par une personne physique ou morale désignée par le Comité de Suivi. Le Président remplaçant ne demeure en fonction que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

13.2 Les Directeurs Généraux

Sur proposition du Président, ou un des Directeurs Généraux sont désignés pour une durée déterminée ou non, par décision du Comité de Suivi.

Nul ne peut être nommé Directeur Général s'il est âgé de plus de soixante-quinze (75) ans. Si un Directeur Général vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Les Directeurs Généraux sont révocables à tout moment, sans indemnité, par décision du Comité de Suivi, sur proposition du Président ; en cas de décès, de démission ou de révocation de ce dernier, ils conservent, sauf décision contraire du Comité de Suivi, leurs fonctions et leurs attributions.

Le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure ou par les statuts (et notamment des décisions de l'article 13.1.3 nécessitant une autorisation préalable unanime du Comité de Suivi).

Les Directeurs Généraux peuvent recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à leurs fonctions, dont les modalités sont fixées par décision unanime du Comité de Suivi.

Cette rémunération peut être fixe ou proportionnelle ou, à la fois, fixe et proportionnelle.

En outre, les Directeurs Généraux ont droit au remboursement de leurs frais de représentation et de déplacement engagés pour le compte de la société, sur présentation de justificatifs.

Les Directeurs Généraux peuvent être liés à la société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif et que l'intéressé se trouve dans un état de subordination vis-à-vis de la société.

En cas de décès, de démission ou d'empêchement d'un Directeur Général d'exercer ses fonctions pour une durée supérieure à deux (2) mois, il est pourvu à son remplacement par une personne physique ou morale désignée par le Comité de Suivi la collectivité des associés, sur proposition du Président. Le Directeur Général remplaçant, ne demeure en fonction que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

13.3 Le Comité de Suivi

La Société est dirigée par le Président et est dotée d'un Comité de Suivi, organe de réflexion stratégique des associés disposant par ailleurs d'un pouvoir d'autorisation préalable pour les opérations identifiées à l'article 13.1.3° ci-avant.

Le Comité de Suivi est quant à lui composé de trois membres nommés pour une durée de dix (10) ans, avec possibilité d'étendre sa composition à de nouveaux membres sans toutefois qu'il ne comprenne plus de six membres.

La nomination de deux (2) des trois (3) membres du Comité de Suivi, leur renouvellement et leur révocation sont décidés par décision de l'associé disposant à la date du 6 mars 2013 (après les apports mentionnés à l'article 6.1 ci-dessus) du plus grand nombre de droits de vote attachés aux Actions.

La nomination du troisième membre du Comité de Suivi, son renouvellement et sa révocation seront décidés par décision du second associé disposant à la date du 6 mars 2013 (après les apports mentionnés à l'article 6.1 ci-dessus) du plus grand nombre de droits de vote attachés aux Actions après celui visé à l'alinéa 3 des présentes (ci-après le « **Troisième Membre** »).

Le Comité de Suivi désigne en son sein le Président du Comité de Suivi, lequel organise et préside les réunions du Comité de Suivi, étant précisé que le Président du Comité de Suivi devra être choisi parmi les membres du Comité désignés par l'associé disposant du plus grand nombre de droits de vote attachés aux Actions.

Le Président du Comité de Suivi est nommé pour une durée qui ne peut excéder celle de son mandat de membre du Comité de Suivi

Le Comité de Suivi nomme, renouvelle et révoque également le Président de la société, ainsi que le ou les Directeurs Généraux, et ce à la majorité de ses membres présents ou représentés.

Toutes les autres décisions du Comité de Suivi seront prises à une majorité de ses membres présents ou représentés comprenant impérativement le vote favorable du Troisième Membre.

ARTICLE 14- CONVENTIONS REGLEMENTEES ET CONVENTIONS COURANTES

Le Président ou, s'il en existe un, le Commissaire aux comptes, présente à l'assemblée générale ordinaire annuelle un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et le Président, l'un de ses dirigeants ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

Le rapport présenté par le Président ou le Commissaire aux Comptes aux associés porte sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé, et sur les conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Les associés statuent chaque année sur ce rapport, lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé, l'éventuel associé intéressé ne participant pas au vote et ses Actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les éventuelles conséquences dommageables pour la société.

S'il existe un Commissaire aux comptes, toutes conventions, intervenues directement ou par personne interposée, doivent être portées à sa connaissance dans le délai d'un (1) mois du jour de leur conclusion.

Les dispositions ci-avant ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article.

TITRE IV **DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES**

ARTICLE 15- DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

15.1 Relèvent de la seule compétence d'une décision collective des associés :

- (i) les décisions extraordinaires définies à l'article 16 ci-après,
- (ii) les décisions ordinaires définies à l'article 17 ci-après.

Toutes les autres décisions relèvent de la compétence exclusive du Président (et du ou des Directeurs Généraux) sous réserve de celles nécessitant pour lui (ou eux) de par les statuts une autorisation préalable du Comité de Suivi aux conditions de l'article 13.3.

Les décisions collectives des associés sont prises, au choix du Président, en Assemblée Générale, par consultation, par correspondance ou par acte sous seings privés ou authentique. Tous moyens de communication (vidéo, courrier, fax, etc.) peuvent être utilisés dans l'expression des décisions des associés.

La collectivité des associés se réunit au moins une fois l'an, dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

15.2 L'Assemblée Générale est convoquée par le Président, par un associé détenant à lui seul quinze (15) % au moins du capital social, ou par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande de l'un ou plusieurs associés réunissant quinze (15) % au moins du capital social. Pendant la période de liquidation, elle est convoquée par le liquidateur.

Elle est réunie au siège social de la société ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est faite par tous moyens permettant d'en avoir une trace écrite (courrier, télécopie, e-mail, etc.), quinze (15) jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion. Toutefois, (i) si tous les associés sont présents et consentants, ils pourront décider de tenir une Assemblée Générale sans le respect des formalités prévues ci-dessus et (ii) la convocation à une Assemblée devant statuer sur des décisions extraordinaires doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Toutefois, un ou plusieurs associés représentant au moins quinze (15) % du capital social ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de la réunion de projets de résolutions. Ces demandes doivent être adressées au Président, par lettre recommandée avec accusé de réception, et doivent être reçues au siège social cinq (5) jours au moins avant la date de la réunion. Le Président accuse réception de ces demandes dans les deux (2) jours de leur réception.

Sauf si tous les associés sont présents et consentants, la collectivité des associés ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour.

L'Assemblée est présidée par le Président. A défaut, l'Assemblée élit un président de séance. L'Assemblée élit également un Secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.

A chaque Assemblée, est tenue une feuille de présence à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le Président ou, le cas échéant, le Président de séance, et le Secrétaire.

Il est dressé procès-verbal de la réunion signé par le Président de séance et le Secrétaire, et établi sur un registre spécial coté et paraphé. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le Président, le Directeur Général ou tout fondé de pouvoir habilité à cet effet.

15.3 En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun, par lettre recommandée (ou par lettre remise en mains propres). Les associés disposent d'un délai maximal de quinze (15) jours, à compter de la date d'envoi (le cachet de la poste ou la date de la remise en mains propres faisant foi) des projets de résolutions, pour émettre un vote. Le vote peut être émis par tous moyens. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai de quinze (15) jours est considéré comme s'étant abstenu.

15.4 En cas de décision collective prise par acte sous seings privés ou authentique, aucun formalisme préalable n'est exigé.

15.5 Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par mandataire, quel que soit le nombre d'Actions qu'il possède. Les associés peuvent se faire représenter par un autre associé ou par un tiers. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats. Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite et, notamment, par télécopie.

Chaque associé doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses Actions au jour de la décision collective. Chaque Action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux Actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

ARTICLE 16 – DECISIONS EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions ayant pour effet de modifier les statuts de la société, et notamment :

- le changement de la forme juridique de la société,
- le changement de l'objet social de la société,
- le transfert du siège social, sauf dans le cas prévu à l'article 4,
- la prolongation de la durée de la société,
- l'augmentation du capital social,
- la réduction ou l'amortissement du capital social,
- la fusion avec d'autres sociétés ou la scission de la société,
- la dissolution anticipée de la société,
- la conversion des Actions d'une catégorie à l'autre, l'émission de valeurs mobilières.

Sur première convocation, l'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins un tiers des Actions ayant droit de vote.

Sur deuxième convocation, l'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins un quart des Actions ayant droit de vote.

Sauf les cas où il en est disposé autrement par une disposition impérative de la loi ou par une disposition particulière des statuts, les décisions sont prises à la majorité d'au moins 75% des voix dont disposent les associés présents, représentés ou consultés.

ARTICLE 17- DECISIONS ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation du résultat,
- vote des conventions visées à l'article 14 des statuts,
- nomination/révocation/renouvellement des Commissaires aux Comptes,
- distribution de dividendes ou de réserves en dehors de l'approbation annuelle des comptes.

Sur première convocation, l'Assemblée Générale Ordinaire ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins un quart des Actions ayant droit de vote.

Sur deuxième convocation, l'Assemblée Générale Ordinaire délibère valablement sans aucun quorum minimal.

Sauf les cas où il en est disposé autrement par une disposition impérative de la loi ou par une disposition particulière des statuts, les décisions sont prises à la majorité des voix dont disposent les associés présents, représentés ou consultés.

ARTICLE 18- INFORMATION DES ASSOCIES

L'ordre du jour, le rapport du Président, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des associés sont communiqués à chacun d'eux, à l'occasion de toute consultation.

Le droit de communication préalable à toute décision collective, est régi par les articles R.225-81 et suivants du Code de commerce.

En outre, chaque associé a le droit, à toute époque, de prendre connaissance ou copie au siège social des statuts à jour de la société, ainsi que des documents ci-après désignés concernant les trois derniers exercices : la liste des associés avec le nombre d'Actions dont chacun d'eux est titulaire et, le cas échéant, le nombre de droits de vote attachés à ces Actions, les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, les comptes consolidés, les inventaires, les rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives, les procès-verbaux des décisions collectives comportant en annexe, le cas échéant, les pouvoirs des associés représentés par une personne autre que son représentant légal.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE CONTROLE DES COMPTES

ARTICLE 19- EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1er Janvier et se termine le 31 Décembre de la même année.

ARTICLE 20- INVENTAIRE ET COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse un inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également un bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice, ses activités en matière de recherche et de développement.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux Comptes de la société dans les conditions légales et réglementaires.

ARTICLE 21- AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserves, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, peut être réparti par la collectivité des associés entre tous les associés proportionnellement au nombre d'Actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 22- MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et, certifié par un Commissaire aux Comptes, fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions

nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision ordinaire de la collectivité des associés des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les modalités de paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires. En tout état de cause, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Les dividendes des Actions sont payés sur présentation de l'attestation d'inscription en compte.

La collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice clos a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en Actions.

Les dividendes non réclamés dans les cinq (5) ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 23- CONTROLE DES COMPTES

23.1 Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes sont nommés dans les conditions prévues par l'article L. 227-9-1 du Code de commerce, étant précisé que cette nomination ne devient obligatoire que lorsque les seuils légaux fixés en décret en Conseil d'État sont atteints ou lorsque la société contrôle une ou plusieurs sociétés ou est contrôlée par une ou plusieurs sociétés au sens des paragraphes II et III de l'article L. 233-16 du Code de commerce.

En outre, conformément aux dispositions de l'article L. 227-9-1 du Code de commerce, la nomination d'un Commissaire aux Comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social.

23.2 Lorsque la société est soumise au contrôle d'un Commissaire aux Comptes, ledit contrôle est exercé par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires exerçant leurs missions conformément à la loi.

Ils sont nommés pour six exercices sociaux ; leurs fonctions expirent à l'issue la réunion de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

Au cours de la vie sociale, les Commissaires aux Comptes sont renouvelés, remplacés et nommés par décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Dans le cas où il conviendrait de procéder à la nomination d'un ou plusieurs Commissaires aux Comptes et où la collectivité des associés négligerait de le faire, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant en référé, la désignation d'un Commissaire aux Comptes, le Président de la société dûment appelé ; le mandat ainsi conféré prendra alors fin lorsqu'il aura été pourvu par la collectivité des associés à la nomination du ou des Commissaires.

Afin de préserver l'indépendance des Commissaires aux Comptes à l'égard de la société et de ses dirigeants, toute nomination de Commissaire aux Comptes est soumise aux règles d'incompatibilité édictées par les dispositions de l'article L. 822-11 du Code de commerce.

Les Commissaires aux Comptes ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux. Ils sont investis des pouvoirs que leur confèrent les articles L. 225-218 et L. 822-17 du Code de commerce.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants sont nommés, et sont appelés à remplacer le ou les Commissaires aux Comptes titulaires en cas d'empêchement, de refus, de démission ou de décès. Ils sont nommés en même temps que le ou les titulaires, pour la même durée.

TITRE VI
PERTES - TRANSFORMATION
DISSOLUTION – LIQUIDATION

ARTICLE 24- CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Il y a lieu à dissolution de la société, si la résolution soumise au vote des associés tendant à la poursuite des activités sociales, ne reçoit pas l'approbation de la majorité des trois quarts des voix dont disposent les associés présents, représentés ou consultés.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés par actions simplifiées, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 25- TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions légales et suivant les formalités prévues par les dispositions en vigueur pour la forme nouvelle adoptée.

ARTICLE 26- DISSOLUTION DE LA SOCIETE

Sous réserve des cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, la dissolution de la société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision des associés délibérant collectivement dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires.

La dissolution peut également être demandée en justice par tout intéressé ou par le ministère public. Le Tribunal peut accorder à la société un délai maximum de six (6) mois pour que l'associé augmente son capital ; il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

La société est en liquidation, dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit.

La dissolution met fin aux fonctions du Président et des Directeurs Généraux.

Les Commissaires aux Comptes conservent leur mandat.

Les associés délibérant collectivement conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

Les associés délibérant collectivement qui prononcent la dissolution règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination sociale devra être suivie de la mention « Société en liquidation », ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

Les Actions demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Les associés sont consultés collectivement en fin de liquidation pour statuer sur les comptes définitifs de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et à la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation. La décision collective est prise dans les conditions prévues pour les décisions collectives extraordinaires.

Sous réserve des droits attachés aux ADP X, le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des Actions est effectué entre les associés dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

TITRE VII **CONTESTATIONS**

ARTICLE 27- CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, soit entre la société et les associés titulaires de ses Actions, soit entre les associés, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.